l'Orateur, j'espère recevoir ce rapport d'ici huit ou dix jours. Je sais que j'ai dit cela bien des fois, mais on m'assure maintenant qu'il est sur le point d'arriver. J'étudierai la question avec mes collègues et nous déciderons alors si le rapport doit être publié ou non.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si ses collègues ou lui-même sont intervenus dans les travaux de la Commission au moment de la rédaction du rapport et si cette intervention du gouvernement n'aurait pas été une cause de retard?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, j'ai avisé les membres de la Commission que je préférerais que le rapport ne soit pas remis au gouvernement avant d'être dans les deux langues officielles. C'est maintenant chose faite et je le recevrai sous peu.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre a mal compris. Je lui ai demandé si lui-même ou un de ses fonctionnaires étaient intervenus à l'endroit des recommandations de ce rapport.

L'hon. M. Munro: Absolument pas, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LA DISTRIBUTION D'EXEMPLAIRES DU PROJET DE LOI SUR LES OFFICES DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Agriculture. Peut-il indiquer à la Chambre pourquoi on refuse de satisfaire aux demandes du bill C-197 faites par des parties intéressées et peut-il assurer à la Chambre qu'il se chargera de faire en sorte que les exemplaires demandés soient disponibles?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Comme le sait le député, mon bureau n'est pas chargé de la distribution des bills. Si l'on n'en a pas imprimé un nombre suffisant au départ, je ferai mon possible pour qu'on en réimprime des exemplaires supplémentaires, mais je ne suis pas à même de dire si la demande a été plus grande que ce que pouvait satisfaire le premier tirage.

L'IMMIGRATION

L'ADMISSION D'HÔTES SANS ÉGARD AUX OPINIONS POLITIQUES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre [L'hon. M. Munro.]

de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que certains distingués visiteurs du Vietnam du Nord délégués à une conférence tenue à l'Université York en fin de semaine, n'ont pu obtenir de visa pour entrer au Canada, le ministre peut-il assurer à la Chambre que le gouvernement n'a rien changé à sa politique libérale qui consiste à accueillir les participants à des conférences de ce genre sans tenir compte de leurs opinions politiques?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, si des visas n'ont pu être délivrés cette fois-ci, ce n'est pas à cause d'un changement de politique. La politique appliquée jusqu'ici sera maintenue. Si ces délégués avaient présenté leurs demandes plus tôt et nous avaient donné le temps de les examiner, ces difficultés auraient pu être évitées.

M. Brewin: Le ministre peut-il dire si l'on aurait pu dans ce cas écourter le délai requis pour l'étude des demandes?

Des voix: Pourquoi?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député semble poser une question plutôt hypothétique.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES REMORQUEURS EN C.-B.—LES INITIATIVES DU GOUVERNEMENT EN VUE DE RÉGLER LE DIFFÉREND

M. Paul St. Pierre (Coast-Chilcotin): J'ai une question pour le ministre du Travail mais, en son absence, je la pose à son secrétaire parlementaire. Quelles sont les dernières initiatives du gouvernement en ce qui concerne la grève des remorqueurs en Colombie-Britannique et quels progrès ont été enregistrés?

M. Jim McNulty (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Dans l'intérêt de l'économie de la côte ouest et eu égard aux milliers de travailleurs mis à pied, victimes innocentes de cet arrêt de travail absolument futile, le ministre du Travail a demandé aux deux parties d'assumer toutes leurs responsabilités vis-à-vis de leurs mandants et du public. Il a chargé, à cet effet, M. W. P. Kelly, chef de la Direction de la conciliation et de l'arbitrage, de consulter les représentants des deux parties afin de déterminer leur attitude et de voir si des possibilités d'accord se sont dégagées depuis la médiation préalable à la grève.